

# ÉLECTIONS 2023

politique.union@sonapresse.com

## Oyem : les états-majors dans les l'expectative avant le grand rush



Photo: EEM

Une vue des militants du PDG lors d'une récente réunion à Oyem.

E. EBANG MVE  
Oyem/Gabon

La campagne pour l'élection présidentielle a été officiellement ouverte hier sur toute l'étendue du territoire national. Conformément au calendrier arrêté par le Centre gabonais des élections (CGE). Dans le Woleu-Ntem, notamment à Oyem où nos reporters ont circulé, l'heure était encore aux derniers réglages dans les différents états-majors politiques avant le grand rush sur le terrain. Du côté du Parti démocratique gabonais (PDG), la sérénité semble de mise : "Nous avons pris toutes les dispositions au sein de nos instances dirigeantes et structurelles pour que nous

votions notre Distingué camarade président (DCP), notre champion, Ali Bongo Ondimba, avec une majorité écrasante au soir du 26 août prochain", a rassuré Emmanuel Bekale Be Engongah, secrétaire départemental du PDG dans le Woleu. Non sans ajouter que : "Nous attendons juste l'arrivée des camarades membres du gouvernement et bien d'autres vivant à Libreville et ailleurs, pour que nous mettions tout en branle, afin d'assurer cette victoire." Selon le secrétaire départemental du PDG dans le Woleu, Les "Pdgistes" du nord du Gabon entendent laver l'affront de 2009 et 2016, en faisant, cette fois-ci, en sorte que leur candidat "naturel" passe haut la main à

Oyem, Bitam, Mitzi, Minvoul et Medouneu. Pour y parvenir, tous les membres du Bureau politique (MBP) du département du Woleu et de la commune d'Oyem, comptent sur la mobilisation et la détermination des militants, dans la mesure où, ils savent qu'ils auront du fil à retordre sur le terrain. À noter que les candidats indépendants à l'élection présidentielle, Raymond Ndong Sima et Albert Ondo Ossa, ont respectivement animé les causeries politiques à Oyem les 5 et 9 août derniers à Oyem. C'est-à-dire quelques jours plus tôt par rapport à la date du lancement officiel de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel à venir.

## Makokou : un départ éclipsé par la grogne des femmes



Photo: Landry Ekomba Ndombe

À Makokou, le lancement de la campagne a été parasité par le mouvement d'humeur des femmes.

Olivier NDEMBI  
Makokou/Gabon

À Makokou, le lancement de la campagne présidentielle hier a été éclipsé par le mouvement d'humeur des femmes de cette localité. Depuis lundi, ces mères et jeunes mères portant pour certaines des bébés au dos ou sur leurs poitrines, manifestent pour exiger une juste répartition des deux milliards de francs d'aide à la création des activités génératrices de revenus (AGR). Montant annoncé par le président de la République lors de sa dernière tournée républicaine dans la province. Les manifestantes posent également la problématique des filles-mères économiquement faibles. De même qu'elles interpellent les gouvernants sur la délicate question des indemnités non encore perçues par plusieurs centaines d'entre elles, à l'échelle provinciale, suite à la destruction de leurs plantations par les éléphants, "aujourd'hui plus protégés que les humains". Des dossiers du reste bien connus des autorités compétentes mais dont le règlement n'aurait concerné à ce jour qu'une minorité. Face donc à l'absence d'un interlocuteur crédible à leurs yeux, ces

femmes ont barricadé toutes les voies reliant les différents quartiers. Rendant ainsi impossible l'accès à tout véhicule. Le comble de cette situation était visible à la descente du pont sur l'Ivindo où, malgré la petite pluie qui a arrosé la commune en ce premier jour de campagne, plusieurs dizaines de manifestantes dansant et entonnant des chants vouant au mépris public la gouverneure Christiane Leckat, demeuraient imperturbables. Des dizaines de véhicules disposés en file indienne et désireux de se rendre à Mékambo, dans le chef-lieu du département de la Zadié dans l'Ogooué-Ivindo ou à Libreville, s'y trouvaient encore jusqu'à 18 heures avec leurs passagers. À Makokou, où aucune affiche des candidats à la présidentielle n'était toujours pas visible jusqu'en soirée, le moment n'était donc pas propice pour parler de campagne électorale ni de quelque chose de ce genre. Ici, les femmes disaient désormais tout attendre de Libreville pour donner des réponses claires, nettes et précises à leurs revendications. Tant elles ne semblent plus accorder le moindre crédit à la gouverneure dont elles réclament d'ailleurs la tête pour offense supposée à leur endroit.